

QUE NOUS RÉSERVE 2023 ? (3/5)

Ukraine : une guerre qui bouscule le monde

C'est un conflit majeur que l'Europe n'a pas vu venir, contrairement aux États-Unis. Cette guerre sur le sol européen, lancée le 24 février par l'armée russe, a surpris de nombreux Ukrainiens, même si pour beaucoup, leur pays la vivait « depuis 2014 » (annexion de la Crimée et bataille du Donbass). Depuis le Kremlin, Vladimir Poutine, vilipendé l'Occident – cet « empire du mensonge » – et sa tête de pont otanienne destinée à fragiliser la Russie. Le président russe prévoyait une « opération spéciale » de cinq jours. Dix mois plus tard, la « vraie » guerre s'embourbe à l'Est, les destructions massives et les frappes ciblées sur les centres énergétiques affaiblissent en plein hiver le pays de Volodymyr Zelensky, propulsé héros de la résistance. On compterait plus de 20 000 pertes civiles, des dizaines de milliers de soldats tués, des deux côtés. Et c'est sans compter les flux de réfugiés. Le droit international a été bafoué, des crimes de guerre ont été commis. À 2 500 km et trois heures d'avion de Paris, la guerre bouscule un équilibre international déjà fragilisé par la crise du Covid, met en tension l'Europe et l'Afrique. L'onde de choc sera longue, violente. Sans garantie qu'un cessez-le-feu ou qu'une négociation n'intervienne en 2023, tant Poutine ne fera aucune concession, et tant le fossé se creuse entre deux peuples – autrefois – frères.



Sur le front et au cœur des tranchées, les forces ukrainiennes, du côté de Maryinka, dans la région de Donetsk. Photo Sipa/Libkosa

« La Russie se voit comme le sauveur et le protecteur d'une Europe jugée décadente et faible. Moscou croit avoir des droits à gouverner l'Europe, qui est restée le cœur de la politique russe »

Dimitri Minic

« Moscou a vu une opportunité d'affaiblir l'Occident »

Entretien avec Dimitri Minic, docteur en histoire des relations internationales, chercheur à l'Institut français des relations internationales, auteur de *Pensée et culture stratégiques russes : du contournement de la lutte armée à la guerre en Ukraine* (éd. Maison des sciences de l'homme, mars 2023).

« Comment décriez-vous l'impact de l'invasion russe en Ukraine sur les relations internationales en 2022 ?

« La dynamique des alliances et des partenariats n'a pas connu de renversement radical en faveur de la Russie : les « alliés » de la Russie sont, soit des soutiens indirects et prudents, soit des États marginalisés. Au mieux, la guerre en Ukraine a confirmé des évolutions déjà à l'œuvre. C'est surtout la déconnexion profonde entre la Russie et l'Occident depuis le 24 février qui doit être soulignée. Enfin, cette guerre a plutôt recréé la capacité de l'Occident à s'unir et à agir avec efficacité. En outre, cette guerre a fait la démonstration de la capacité de l'Occident économique et financière de l'Occident, par l'effet des sanctions sur la Russie et la réticence des acteurs non occidentaux à offrir une véritable aide à Moscou. Cette démonstration pourrait en revanche se retourner tôt ou tard contre l'Occident.

Les pays occidentaux condamnent cette agression, d'autres pays majeurs ne le font pas... Oui, mais cette relative solidari-

té avec la Russie ne prend pas forme dans la réalité. Il n'y a pas eu d'élan de solidarité, ni de sacrifice, de la part de ces pays, même si une partie d'entre eux nourrit le même sentiment anti-occidental aveuglant que Moscou. Ceux qui font l'expérience de la protection russe devraient en revenir car le Kremlin n'est pas intéressé par l'amélioration de l'efficacité économique et de la gouvernance de ces pays, mais par le fait d'en chasser l'Occident, de le piller et d'étendre son influence politique.

Ce conflit semble avoir surpris de nombreux observateurs et stratèges occidentaux (sauf peut-être le renseignement américain), comment l'explique-t-on alors que les Ukrainiens se désaient en guerre depuis 2014 ?

Tout le monde n'était pas d'analyser la réalité des relations internationales, mais d'essayer de savoir comment les élites politico-militaires russes en percevaient les évolutions. Or, les sources montrent que la Russie a perçu l'annexion de 2014 comme un tournant à la fois négatif (pour le scénario ukrainien de Moscou et la sécurité de l'Afrique) et positif et exploitable (affaiblissement des pays occidentaux et sentiment de surpuissance).

L'année 2021 a donc été perçue comme une urgence et une opportunité historique de soumettre l'Ukraine et de déifier, décredibiliser et affaiblir l'Occident, de renverser le prétendu ordre unipolaire dirigé par les États-Unis et

leurs « laquais » européens. C'est probablement ainsi qu'il faut analyser le fameux ultimatum de décembre 2021.

Pourquoi les États-Unis – la visite récente de Zelensky à Washington le confirme – constituent le principal soutien à Kiev, loin devant les Européens pourtant les premiers concernés avec ce conflit sur leur continent ?

Car les États-Unis doivent tenir leur position de puissance motrice (et non dominatrice) de la communauté euro-atlantique, en tant que membre le plus puissant, crédible et unificateur. Les États-Unis ont certes été une puissance motrice dans la solidarité occidentale, mais l'Union européenne a aussi pris conscience de son importance et de ses responsabilités.

Quelle est la stratégie de Moscou ? Reconstituer une partie de l'empire soviétique ?

La stratégie de Moscou est, dès la dislocation de l'URSS, de reconstituer son ancien empire, sous une forme acceptable pour l'époque, via des structures de coopération régionale et de dépendance économique, technique et sécuritaire. L'espace post-soviétique était désigné comme la zone d'intérêt vital russe, notamment la Biélorussie, l'Ukraine et le Kazakhstan. Cette mentalité coloniale que la Russie poutineenne a prorogée est couplée à une obsession traditionnelle envers l'Occident, à la fois négative (ce dernier chercherait à détruire la Russie)

et « positive » : la Russie se voit comme le sauveur et le protecteur d'une Europe jugée décadente et faible. Moscou croit avoir des droits à gouverner l'Europe, qui est restée le cœur de la politique russe. Ainsi, Washington et l'Otan sont vus par le Kremlin comme des obstacles.

Sur la guerre proprement dite, se dirige-t-on vers un enlèvement où Moscou a encore les moyens de lancer une seconde offensive ?

Le front est aujourd'hui plus ou moins stable, mais cela n'arrange que la Russie, qui a besoin de temps. L'Ukraine doit agir vite et empêcher l'armée russe de se régénérer ; Moscou le sait et fait tout pour ralentir ces offensives imminentes, en frappant les infrastructures énergétiques de l'Ukraine et en faisant diversion à l'aide de la Biélorussie pour faire croire à une attaque prochaine sur Kiev. Le gel favoriserait la reprise de manœuvres offensives ukrainiennes, dont on pense que le principal coup portera au sud de l'oblast de Zaporijia, afin de prendre Melitopol et d'atteindre le nord de la Crimée.

Cela enfermerait les troupes russes à Kherson et mettrait la Crimée à portée d'artillerie. La possible victoire russe à Bakhmout ne sera pas décisive, tandis qu'une manœuvre ukrainienne réussie à Zaporijia ou sur la ligne Svatove-Kremenna, au nord de Louhansk, serait catastrophique pour l'armée russe. »

Propos recueillis par Xavier FRERE



Pour Dimitri Minic, Vladimir Poutine a gagné la bataille de l'opinion en Russie. Le chercheur de l'Irri ne avance pas en revanche sur les possibilités de fin de ce conflit durant l'année 2023. Photo DR

ET LA FRANCE ?

Le positionnement du président Macron (soutien à Kiev, condamnation de Moscou et garanties de sécurité aux deux) suscite trois réflexions au chercheur Dimitri Minic : « 1. Accorder ces garanties à la Russie donne du crédit aux croyances obsidionales anti-occidentales enracinées dans ce pays et qui sont à l'origine du malheur des Ukrainiens et des Russes eux-mêmes. 2. Faire des gestes rassurants vers la Russie est « piégeux ». Quoi que fasse l'Occident, le Kremlin y voit un défi : s'il se montre conciliant, Moscou y décèle soit de la faiblesse à exploiter, soit une tromperie cynique cachant de sombres desseins ; s'il se montre ferme, la Russie y voit une confirmation de l'hostilité des Occidentaux envers la Russie et/ou un signe que le Kremlin doit s'assagir le temps que l'orage passe. 3. Cela revient à accorder une légitimité aux engagements du Kremlin, sans conditionner de telles garanties à un changement de régime et d'élites en Russie. »

Poutine, de l'*Homo sovieticus* au rêve d'un retour à l'empire tsariste

C'est lui-même, et seul, l'exprimant dans un discours fleuve la nuit du 23 au 24 février, qui a pris la décision de déclencher une offensive militaire en Ukraine. Cette (re ?) conquête de Kiev a toujours été une obsession pour l'ancien lieutenant-colonel des services secrets russes, le fameux KGB devenu FSB, tout comme l'élargissement des frontières russes à celles de l'URSS en 1991.

Galia Ackermann et Stéphane Courtois, dans *Le Livre noir de Vladimir Poutine* (éd. Robert Laffont) font référence aux déclarations, en 2005, de Vaclav Havel, président de la République tchèque : « La Russie ne sait pas vraiment où elle commence, ni où elle finit. »

L'ancien Prix Nobel de la paix pointait aussi que « la ligne de fracture » entre l'Union euro-

péenne et la fédération de Russie l'ont mené à l'Ukraine... Ces derniers jours, Vladimir Poutine, âgé de 70 ans, qu'on a dit malade mais qui paraît fiévreusement cette semaine avec les pays membres de la CEI (communauté des États indépendants), a appelé à des négociations. Selon ses propres conditions, évidemment. On ne change pas en quelques mois un « kagèbiste » formaté des décennies au modèle *Homo sovieticus*.



Photo Sipa/Valeriy SHARIFULIN

Zelensky, le « serviteur du peuple » devenu le symbole de la résistance



Photo Sipa/Carolyn KASTER

Du palais Mariinsky bunkerisé à Kiev, à la Maison-Blanche de Washington. Dix mois après le lancement de l'offensive russe, Volodymyr Zelensky est sorti pour la première fois de son pays. Un aller-retour express auprès de l'allié américain de la dernière heure et principal pourvoyeur de moyens de défense militaire. L'ancien producteur, acteur de la série à succès *Serviteur du peuple*, 44 ans, vient d'être nom-

mé personnalité de l'année par le magazine *Time*. Il faut dire qu'il incarne parfaitement l'esprit de résistance du peuple ukrainien face à l'envahisseur russe, tout en déployant un sens aigu de la mise en scène.

« Caméléon politique », « avec une capacité hors norme à générer des messages simples qui parlent à tous », selon le journaliste Stéphane Siohan auteur de *Volodymyr Zelensky, dans la tête d'un héros* (éd. Robert Laffont, avec Régis Genté), « même ses opposants les plus farouches reconnaissent aujourd'hui son talent ». Malgré cet invraisemblable parcours en Ukraine, « ce village d'Astérix », estime Stéphane Siohan, « rien n'est acquis pour lui, mais il a peut-être la capacité d'écrire une page très forte de l'Histoire de son pays, en mettant des mots sur cette volonté de vivre en commun ».